

Vers « un déblocage partiel » du centre de Viggianello

Nouvelle réunion hier à l'Alfa de Corte, pour tenter encore une fois de sortir de la crise des déchets. En plus des élus des intercommunalités, les membres du collectif Valincu Lindu étaient conviés. Au terme de plus de quatre heures d'échanges, les conclusions sont plutôt positives

À l'arrivée, les mines étaient plutôt tendues et l'optimisme ne semblait pas dominer. Hier à l'Alfa de Corte, préfecture, Cdc et Syvadec ont organisé deux réunions. La première à l'attention des présidents de communautés de communes. La seconde, avec le collectif Valincu Lindu, pour tenter de trouver un terrain d'entente en vue du déblocage du site de Viggianello.

À leur arrivée, les membres du collectif ne cachent pas leur doute. « Sans mauvais jeu de mots, la balle est dans leur camp », glisse-t-on. Les discussions dureront plus de quatre heures, parfois apaisées, parfois plus virulentes. En fin de soirée, on semblait être arrivé à quelque chose : « C'était une réunion très fructueuse, affirme pour le collectif Eric Labradou. Et je pense que cela va se traduire assez rapidement par un déblocage partiel, qui va permettre de gérer l'urgence. Ensuite, il y aura une discussion technique avec le Syvadec, pour envisager une sortie de crise. » Dans un premier temps, le collectif accepte de laisser entrer « 110 tonnes par jour » en priorité en provenance du Sartonais-Valincu et du Grand Sud. « Ensuite, poursuit Eric Labradou, et c'est le Syvadec qui dé-



Syvadec, préfecture et Cdc avaient convié les élus à une énième réunion pour tenter de sortir de la crise des déchets.

cidera, il y a une urgence sur des balles qui sont en très mauvais état et que pour des questions sanitaires, nous laisserons entrer. » S'il se refuse à en dire plus sur les promesses faites, il estime tout de même : « Il y a de très belles avancées. Nous attendons maintenant leur concrétisation écrite. »

Viggianello va donc partiellement rouvrir. Une petite victoire qui, pour François Sargentini, président de l'Office de l'environnement de la Corse (OEC), est la résultante d'un retour de la confiance : « Cette confiance retrouvée va nous permettre dans les mois à venir de travailler normalement, assure-t-il. Aujourd'hui, les responsables des communautés de

communes et tous les acteurs impliqués se sont engagés à porter le plan de la Collectivité de Corse et notamment sa première étape, le tri à la source généralisé. Avec Valincu Lindu, nous avons trouvé un accord, car la période transitoire avant la mise en place du plan ne peut être gérée qu'avec les outils existants, que sont les centres de Prunelli et de Viggianello. Le collectif voulait des assurances de la part de l'ensemble des élus. Nous leur avons présenté notre travail et je crois que nous enrons dans une ère beaucoup plus apaisée. »

Ce « travail », il tient en plusieurs points : « Pour ce qui concerne le tri, nous avons signé des conventions avec la Cab et la



Valincu Lindu attendait des propositions concrètes. Il est ressorti satisfait. PHOTOS J. MARTINETTI

Capa, développe Gilles Simeoni. Cette réunion a également permis d'acter solennellement l'adhésion de tous à la montée en puissance du tri, la création de deux usines de surtri qu'il faudra paramétrer par rapport à nos objectifs de tri, la construction de nouveaux centres de stockage et l'exportation à titre transitoire. » Sur ce dernier point, « des marchés ont d'ores et déjà été lancés » et le président de l'Exécutif, en plus de travailler avec ses homologues du Conti-

nent, a aussi noué des contacts pour une solution à l'international. De nouveaux éléments devraient être révélés dans les semaines à venir.

Dans un futur proche, toutes les intercommunalités devront ratifier les conventions pour la généralisation du tri déjà signées par la Cab et la Capa : « Elles sont déjà impliquées, insiste François Tatti, président du Syvadec, mais toutes ne sont pas prêtes à signer car il y a des études préalables à

faire. Concernant les centres de surtri, les sites sont déjà déterminés, les projets avancent. Enfin, nous avons décidé de réactiver le marché d'export que nous avions lancé il y a trois ans. Ceci est pour nous de nature à sécuriser le traitement pour les trois années à venir. Bien entendu, nous attendons le concours financier des partenaires, car il est hors de question que les collectivités paient le surplus. »

MORGANE QUILICHINI